



Une équipe, un métier, une région.

Tél. 04 68 63 34 61 – Fax 04 68 63 07 41
travaux.publics@tp66.fr

SAS HECTARE

75 ZI LES PORTES DOMITIENNES
CS 30020
34741 VENDARGUES

DEVIS N° 230026

PIA, le 09/01/2023

CHANTIER N° 22119

Affaire suivie par SAMPAIO MIGUEL (06 85 19 82 64 / sampai@tp66.fr)

Objet

DEPOSE DE CANALISATION AEP EXISTANTE

Poste	Désignation	Un	Quantité	Prix Unitaire	Montant HT
1	Terrassement d'une tranchée pour dépose de conduite AEP y compris l'évacuation des déblais.	ML	180,00	13,20 €	2 376,00 €
2	Dépose de canalisation AEP en PVC D140 y compris l'évacuation des déchets en centre de trie agréé	ML	180,00	6,50 €	1 170,00 €
3	Mise en œuvre des déblais pour remblai	M3	50,00	6,20 €	310,00 €
4	Fourniture et mise en œuvre de 0/80 recyclé y compris le compactage par couches pour	T	130,00	14,90 €	1 937,00 €

Règlement : VIREMENT 30 JOURS NET

Montant HT Final	5 793,00 €
TVA 20 %	1 158,60 €
Montant TTC	6 951,60 €

Signature Client :

Bon pour accord

HECTARE
URBANISME
3 Avenue de la Coupée
11100 NARBONNE
04 68 33 01 02
SIREN 351 338 660
T. Jussat

CONDITIONS GENERALES DE VENTE DE LA SAS TRAVAUX PUBLICS 66

IL APPARTIENDRA A CHAQUE CLIENT DE CONSULTER REGULIEREMENT LES PRESENTES CONDITIONS GENERALES AFIN DE SE TENIR INFORME DE LEURS EVENTUELLES MODIFICATIONS.

Les présentes conditions de vente sont conclues d'une part par la société SAS TRAVAUX PUBLICS 66 (SAS TP66) capital de 900 000 € dont le siège social est à PIA (66380), au 79 route de Perpignan, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN sous le numéro 331 968 859 dénommé ci-après « l'entreprise » et d'autre part, part toute personne physique ou morale souhaitant procéder à un achat de bien, de prestation ou de service dénommé ci-après « le client ».

Article 1 – Application et opposabilité des Conditions Générales de Vente (CGV)

L'ensemble de nos travaux sont soumis aux présentes conditions générales de vente. Toute prestation accomplie par l'entreprise implique donc l'adhésion sans réserve du client à celles-ci. Toutes les dérogations à celles-ci devront faire l'objet d'un accord écrit de notre part figurant dans notre offre et constitueront alors les conditions particulières de nos relations contractuelles.

En cas d'inexécution de ses obligations par une partie, le contrat pourra être résolu de plein droit au profit et à l'initiative de l'autre partie.

Article 2 – Conclusion de l'engagement et validité de l'offre

Nos propositions de prix ou devis, constituent un engagement ferme de notre part pendant une durée de 1 mois à compter de la date d'émission. L'entreprise se garde le droit de modifier les prix après ce délai. Seule une commande signée et renvoyée par le client, conforme à notre offre et accompagnée de l'acompte correspondant, sera honorée après confirmation de notre part. Si les clients ne présentent pas de garanties de solvabilité suffisantes, nous nous réservons le droit de refuser les commandes.

Article 3 – Confidentialité – Propriété intellectuelle

Les études, plans, avant-projets, solutions techniques, devis, prix et documents de toute nature remis ou envoyés par l'entreprise restent toujours notre propriété, même s'ils ont été établis en collaboration avec le client. Ils ne peuvent être révélés ou transmis sans autorisation écrite de notre part, sous peine de dommages et intérêts.

Article 4 – Exécution des travaux

4.1 – Avant démarrage des travaux

Le client devra obtenir toutes les autorisations nécessaires à l'exécution de nos travaux et avoir rendu le site d'exécution des travaux conforme à la législation en matière d'hygiène, sécurité et santé. Le client devra fournir à l'entreprise un diagnostic amianté et faire procéder au désamiantage si toutefois, celui-ci n'est pas prévu au présent contrat.

4.2 – Travaux supplémentaires ou complémentaires

Les termes de notre contrat définissent de manière précise et limitative les travaux. Toute demande complémentaire ou supplémentaire devra faire l'objet d'un avenant ou d'un bon de commande accepté de la part du client, ainsi qu'un prolongement des délais d'exécution.

4.3 – Délai d'exécution

Sauf accord entre les parties convenu aux conditions particulières, le délai d'exécution, y compris les délais concernant les travaux complémentaires, est donné à titre indicatif et sera automatiquement prolongé de plein droit notamment en cas de force majeure, d'intempéries, grèves, émeutes, conditions de paiement non respectées ou tout autre événement indépendant de notre volonté ayant pour effet d'empêcher ou de retarder l'exécution de nos prestations ou d'augmenter significativement leur coût. Ce délai ne commence à courir qu'au jour où toutes les conditions de démarrage des travaux ou de début de livraison de matériaux ne dépendant pas de l'entreprise sont réunies.

En cas de retard fautif de notre part, les pénalités applicables ne pourront jamais excéder 5% du montant H.T. de nos prestations, dans la limite du préjudice réellement subi.

Article 5 – Prix

Les prix de nos travaux sont ceux en vigueur à la date de notre proposition initiale. Ils sont libellés en euros et calculés hors taxes. Ces prix seront majorés du taux de TVA. Tout changement de taux sera répercuté sur le prix.

Pour des travaux dont la durée d'exécution serait supérieure à **6 mois**, les prix sont révisés par application de la formule: $P = P_0 \times (I_n/I_0)$ où P est le prix révisé, P_0 est le prix initial HT, I est la valeur de l'index le plus adapté en fonction de la nature de la prestation, I_n est la valeur de cet index au mois d'exécution des travaux et I_0 la valeur de ce même index à une date antérieure d'1 mois à celle de notre proposition initiale.

Article 6 – Rabais et ristournes

Les tarifs proposés comprennent les rabais et ristournes que l'entreprise serait amenée à octroyer compte tenu de ses résultats ou de la prise en charge par l'acheteur de certaines prestations.

Article 7 – Escompte

Aucun escompte ne sera consenti en cas de paiement anticipé.

Article 8 – Travaux ou matériaux supplémentaires

Toutes prestations non prévues explicitement dans la proposition initiale seront considérées comme travaux supplémentaires et devront faire l'objet d'une demande du client, acceptée par écrit. Elles feront l'objet de nouveaux prix et d'une durée de prolongation du délai d'exécution prévu à la proposition initiale.

Prenant ainsi en compte les obstacles non visibles, ou non signalés qui apparaîtraient en cours de travaux, l'extraction, l'évacuation ou le contournement de ceux – ci donneront lieu à une nouvelle facturation.

En cas de changement sur la nature de nos prestations, comme en cas de variation de plus ou moins 15 % dans le volume des travaux, par rapport aux quantités prévues au devis initial, nous nous réservons le droit de revoir les prix unitaires de notre offre.

Article 9 – Travaux de déconstruction – désamiantage

L'entreprise se réserve le droit de refuser les travaux de désamiantage et/ou démolition, sans transmission des diagnostics réglementaires exigés préalablement à ce type de travaux. Le client conserve la propriété des produits issus de la déconstruction et en supporte les risques.

Article 10 – Modalités de paiement

Le règlement des commandes s'effectue : soit par chèque ; soit par carte bancaire ; soit par virement bancaire

Article 11 – Conditions de règlement et délais de paiement

Sauf dispositions particulières, le paiement de nos travaux sera effectué net et sans escompte.

Le règlement s'effectue comme suit :

- Montant des travaux inférieur ou égal à 5 000 € H.T., paiement comptant à la commande ;
- Montant des travaux entre 5 000 et 20 000 € H.T., paiement 50% à la commande et solde à réception de facture(s) ;
- Montant des travaux supérieur à 20 000 € H.T., paiement de 30% à la commande et solde à réception de facture(s), sauf conditions particulières ou pluralité de situations de travaux.

En cas de pluralité de situations de travaux et pour tenir compte de l'avance de 30 % versée à la commande, chaque situation mensuelle sera honorée en fonction de l'avancement des travaux, payable à 30 jours date de facture, étant précisé que la dernière situation qui tiendra lieu de décompte définitif, sera réglée en totalité, sous déduction des versements déjà effectués.

Article 12 – Facturation

Nos factures seront établies par application des prix figurant dans les barèmes, offres de prix ou devis remis au client, sauf stipulation contraire.

Pour les travaux dont la durée d'exécution serait supérieure à 1 mois, des situations cumulatives seront présentées mensuellement au client. Le montant des factures sera établi en incluant la TVA au taux en vigueur au jour de la facturation.

Article 13 – Retard ou défaut de paiement

La pénalité pour retard de paiement est calculée sur le montant TTC de la somme restant due, et court à compter du jour suivant la date d'échéance de la facture sans qu'un rappel ne soit nécessaire pour déclencher le droit de percevoir ces pénalités de retard. Ces pénalités seront exigibles de plein droit et d'office portées au début du compte du client. Toute somme non payée à l'échéance entraîne, l'application de pénalités par mois de retard jusqu'à total paiement. Tout retard de paiement pourra également entraîner l'arrêt de nos travaux, sans qu'une quelconque indemnité soit due par nous, 8 jours après l'envoi d'une mise en demeure adressée par LRAR et demeurée sans effet.

En cas de défaut de paiement total ou partiel, le client devra verser à l'entreprise une pénalité de retard égale au taux directeur semestriel de la Banque centrale européenne (BCE) applicable en la matière, et en vigueur, majoré de 10 points de pourcentage, soit un taux égal à 10% du montant de la facture, à compter du jour suivant la date d'exigibilité de la facture. Le taux BCE retenu est celui en vigueur au jour de l'émission de la facture.

En sus des indemnités de retard, toute somme, y compris l'acompte, non payée à sa date d'exigibilité produira de plein droit le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros due au titre des frais de recouvrement par application en vertu des articles 441-6, 1 alinéa 12 et D. 441-5 du code de commerce.

En cas de retard ou de défaut de paiement, par déchéance du terme, l'intégralité des sommes dues devient immédiatement exigible.

Article 14 – Clause résolutoire

Si le client ne s'est pas acquitté des sommes dues, le marché sera résolu de plein droit et pourra ouvrir droit à l'allocation de dommages et intérêts au profit de l'entreprise. La résolution prendra effet 10 jours après l'envoi d'une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

Article 15 – Réception des travaux

La réception a lieu dès la fin de nos travaux et intervient à l'initiative de la partie la plus diligente et est prononcée contradictoirement. Elle interviendra de plein droit, 7 jours calendaires après la date constatée d'achèvement des travaux ou en l'absence de procès verbal de réception de travaux, à la date de la dernière facture qui fera office de réception de travaux, ou à défaut, le jour de la prise de possession de l'ouvrage par le client sachant que la réception sera alors réputée sans réserve.

Si l'exécution des travaux donnait lieu à des réserves de la part du client, celles-ci devront être formulées dans les 7 jours calendaires suivant la date d'achèvement des travaux par lettre recommandée avec accusé de réception. Passé ce délai, aucune réclamation sur la qualité de nos travaux ne sera acceptée et le paiement sera exigible aux conditions prévues ci-dessus.

Article 16 – Clause de réserve de propriété

L'entreprise est et reste propriétaire des prestations jusqu'au paiement intégral du prix y afférent. En conséquence, le preneur s'engage jusqu'à complet paiement du prix, à peine de revendication immédiate par le fournisseur, à ne pas transformer ni incorporer lesdits produits, ni à les revendre ou les mettre en gage et à apporter à la conservation des produits tous les soins nécessaires, et ce, dès leur mise à disposition. Le transfert de propriété de tout l'ouvrage exécuté par l'entreprise, n'aura lieu qu'après paiement intégral du prix en principal et des accessoires. Le défaut de paiement de l'une quelconque des échéances peut entraîner la revendication immédiate des biens.

A défaut de paiement à l'échéance, le fournisseur se réserve par ailleurs le droit de revendiquer l'ouvrage livré objet des factures impayées, ce dernier étant expressément soumis à la présente clause de réserve de propriété.

Article 17 – Assurance

L'entreprise est couverte de toutes ses obligations et responsabilités au regard des dispositions légales et réglementaires, et possède à cet effet toutes les attestations d'assurances y afférentes. L'entreprise est couverte pour ses activités.

Article 18 – Garantie et Réclamations

L'ensemble de nos travaux relèvent des garanties légales applicables. Leur garantie est exclue pour les réparations résultant d'une usure normale, en cas de détérioration provenant de négligences, en cas de défaut de surveillance ou d'entretien, en cas d'une utilisation non conforme, ou en cas de détérioration provenant d'un changement de destination des ouvrages ou fournitures.

Article 19 – Garantie financières – Garantie de paiement

A tout moment, l'entreprise pourra exiger du client, la fourniture de toutes garanties financières de paiement. Si celles-ci ne sont pas fournies dans les 10 jours suivant la demande, l'entreprise pourra immédiatement suspendre l'exécution des prestations, résoudre le contrat, et obtenir l'indemnisation de tous ses préjudices.

Conformément à l'article 1799-1 du Code civil, nous nous réservons la possibilité de ne pas commencer ou d'arrêter les travaux après première mise en demeure infructueuse de délivrer la caution prévue par la loi ou de justifier de la mise en place d'un crédit spécifique.

Article 20 – Majoration pour frais de recouvrement

En cas de mise en recouvrement d'une créance par voie judiciaire, ladite créance sera majorée de plein droit de 15 % sans préjudice de tous dommages et intérêts compensatoires.

Les sommes et pénalités éventuellement recouvrées ne sont pas exclusives d'autres dommages et intérêts réparant tout autre chef de préjudice.

Article 21 – Garantie bancaire – Cautionnement – Retenue de garantie

Ne pourra être exigé de l'entreprise aucune garantie bancaire, ni pratiquée aucune retenue de garantie. Aucun cautionnement ne pourra être exigé de l'entreprise, si le client n'apporte pas une garantie de paiement. De même, il ne sera effectué aucune retenue de garantie sur les acomptes mensuels et le règlement définitif.

Article 22 – Force majeure

La responsabilité de l'entreprise ne pourra pas être mise en œuvre si la non-exécution ou le retard dans l'exécution de l'une de ses obligations décrites dans les présentes conditions générales de vente découle d'un cas de force majeure. À ce titre, la force majeure s'entend de tout événement extérieur, imprévisible et irrésistible au sens de l'article 1148 du Code civil.

Article 23 – Protection des données personnelles

Les données personnelles collectées par l'entreprise sont enregistrées dans son fichier clients. L'ensemble des informations collectées sont nécessaires à la conclusion et à l'exécution du contrat et seront principalement utilisées pour la bonne gestion des relations avec le client, le traitement des commandes et la promotion des services de notre entreprise.

Ces données seront conservées aussi longtemps que nécessaire à l'exécution du contrat, à l'accomplissement par l'entreprise de ses obligations légales et réglementaires ou tout exercice de prérogatives nous étant reconnues par la loi ou la jurisprudence.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux employés et préposés de l'entreprise, habilités à les traiter en raison de leurs fonctions. Les informations recueillies pourront éventuellement être communiquées à des tiers à l'entreprise par contrat pour l'exécution de tâches sous-traitées nécessaires à la gestion des commandes, sans que l'autorisation du client soit nécessaire. Il est précisé que, dans le cadre de l'exécution de leurs prestations, les tiers n'ont qu'un accès limité aux données et ont l'obligation de les utiliser en conformité avec les dispositions de la législation applicable en matière de protection des données personnelles. En dehors des cas énoncés ci-dessus, l'entreprise s'engage à ne pas vendre, louer, céder ou donner accès à des tiers aux données sans consentement préalable du client, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.). Les destinataires des données sont intégralement situés au sein de l'Union européenne.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, le client bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore de limitation du traitement. Il peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant. Le client peut, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer ses droits en contactant l'entreprise SAS TP66 au 04.68.63.34.61.

Article 24 – Règlement des litiges

Tout litige relatif à l'interprétation et à l'exécution des présentes conditions générales de vente est soumis au droit français. En cas de litige, à défaut de résolution amiable, le litige sera porté devant le Tribunal de commerce de PERPIGNAN.

Article 25 – Acceptation

Par la validation du présent devis, le client reconnaît avoir pris connaissance des CGV ci-dessus et les avoir acceptées.